

La résistance s'organise contre les Drag Queen Story Hours

écrit par Raphaël Pomey | 23 mai 2023

Les séances de lecture pour enfants menées par des créatures de cabaret suscitent régulièrement la polémique. Mais, jusqu'ici, sans action politique concrète. Plus pour longtemps.

« Que faire face aux interventions de *drag-queens* dans les bibliothèques ? » C'est le thème d'une invitation reçue par un panel de personnalités issues de la société civile et du monde politique suisse romand, au milieu du mois de mai. Au menu : prise de contact et élaboration d'une stratégie pour faire face à la présence de plus en plus régulière d'activistes LGBTQIA+ dans des moments de lectures arc-en-ciel destinées aux enfants, généralement dès six ans. « Nous déplorons tous la puissance clivante et antidémocratique de ces mouvements qui poussent notre société dans une voie unique, sans retour en arrière possible et qui musèle tous les contradicteurs », explique Philippe Karoubi, membre de la direction du parti UDF. Et le politicien de poursuivre : « Un groupe Telegram sera créé, groupe auquel toute personne désirant participer à cette lutte pourra se joindre et apporter sa contribution. Le but est de grandir et de le faire vite ! D'être capables de constituer un moyen de pression suffisamment large pour perturber les démagogues écolo-gauchistes qui veulent nous entraîner dans leur chute. »

Vaste programme. D'ici-là, deux objets déposés par l'UDC, à savoir une motion et une question écrite, devraient être traités au Grand Conseil valaisan ces prochaines semaines. Cynthia Trombert, députée et candidate au National cet automne, explique les raisons de cet engagement.

Pourquoi cette contre-attaque maintenant ?

Au sein du Parlement et sur ces questions de genre, nous avons déjà agi par le passé. En ce qui concerne les Drag Queen Story Hours (DQSH), ce qui nous paraissait inimaginable il y a encore quelques mois, lorsque nous regardions d'un air lointain et abasourdi les délires wokes américains, arrive désormais chez nous. On sait les Américains à l'avant-garde du « progrès », mais force est de constater aujourd'hui qu'il ne faut plus attendre longtemps pour en profiter de ce côté-ci de l'Atlantique !

Concrètement, ce qui nous a fait réagir est que des Drag Queens Story Hours commencent à être organisées dans des lieux publics de notre canton, avec comme premier rendez-vous celui de la bibliothèque municipale de Martigny, avec la drag-queen Tralala Lita (David Vincent).

Les *Drag Queen Story Hours* sont généralement facultatives et proposées uniquement aux familles qui le désirent. Est-ce le rôle de l'UDC de s'opposer à des choix effectués librement ?

L'UDC ne demande pas que la pratique soit interdite ! Notre parti prône la liberté, si des parents se réclamant du « progressisme » estiment qu'il est bon de mélanger des *drag-queens* ou *drag-kings* à leurs enfants, grand bien leur fasse. Mais ces DQSH n'ont certainement pas à être financées avec l'argent du contribuable et n'ont selon nous certainement pas à être affichées fièrement dans l'agenda culturel valaisan. Ces lectures, payées 500 francs de l'heure à leur conteur, n'ont selon nous pas à être, de près ou de loin, subventionnées ni payées par de l'argent public. Que celui-ci soit cantonal ou communal d'ailleurs. Quant à moi, maman de six enfants à qui j'essaie de transmettre au mieux le respect

de tous et de chacun, je n'aurais pas l'idée de les confronter à des drag-queens, et en disant cela, je pense m'exprimer pour l'essentiel de mes collègues UDC.

Mais quelle est votre crainte sous-jacente : que de tels événement « rendent » les enfants homosexuels ?

Notre crainte n'est pas de « rendre » les enfants homosexuels. Il ne faudrait pas tout mélanger ou confondre. La question est plutôt de savoir si nous devons mettre la charrue avant les bœufs et travailler à expliquer la théorie ou l'identité de genre ainsi que les différentes sexualités à de jeunes mineurs qui n'ont rien demandé et dont les interrogations viennent pour la plupart plus tardivement. Nous ne nions pas qu'il existe une infime proportion d'enfants qui ne sont pas nés dans le bon corps et qu'il existe diverses dysphories ou problèmes liés aux identités de genre ou sexuelles, mais il ne faudrait pas troubler le développement du plus grand nombre à cause d'une minorité qui de toute manière est aujourd'hui prise en charge comme il se doit.

Simplement, nous estimons que l'entreprise de déconstruction de la biologie des enfants, enfants qui je le rappelle sont dans cette phase de leur vie en construction, n'est pas, pour nous et selon un grand nombre d'experts, la panacée. Les pays qui sont allés trop loin avec ce qu'on appelle la « théorie du genre » (USA, pays du Nord, etc.) ces dernières années commencent à voir les incidences que cela a sur la jeunesse et tentent maintenant de revenir en arrière. À nous de ne pas commettre les mêmes erreurs.

Le Peuple reviendra plus longuement sur cette thématique, son histoire et ses perspectives dans son prochain numéro.